

Burundi : débat autour du recensement ethnique des travailleurs

@rib News, 29/04/2012 Conserver les acquis d'une politique d'exclusion ethnique et régionale des régimes de Michel Bagaza et Buyoya : tel est le but caché des syndicats et du Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. Sur les ondes des radios locales, le Président de l'APUB, Monsieur Egide MANIRAKIZA affirme que le recensement des travailleurs sur des critères ethniques a le but de diviser en deux les travailleurs. Selon lui, l'Université du Burundi, l'emploi ou le travail ne se donne pas selon l'appartenance ethnique mais la compétence. En même sens, les travailleurs de l'Hôpital de Ngozi, disent que ce recensement doit s'arrêter rapidement car il vient faire retourner le pays en arrière. Ils disent que les postes et services de l'Hôpital (de Ngozi) ne sont pas de nature politique. Monsieur Pacifique NININHAZWE du FORSC s'inquiète en se référant sur les faits de l'ethnisme qui a tant nui aux Burundais (caraduseserekeje) et dont ils ont toujours peur. Pour Monsieur Gahungu, le Président de la COSYBU, ce recensement doit être suspendu parce que ceux qui le font n'ont pas porté la connaissance des syndicats son but ou ses mobiles. Si jamais il y a la crise sociopolitique comme celle qu'a connue le Burundi, cas de l'Université, il fait savoir que la situation pourrait être dramatique, à cause du recensement ethnique. Sur le site ARIB du 07/04/2012 à Source Xinhua, « Les professeurs de l'Université du Burundi et d'autres organisations syndicales et de la société civile des conséquences néfastes d'un tel recensement qui ne devrait concerner que les postes de nomination » parce qu'initié par le Sénat dans le but de voir l'état des lieux des équilibres (ethnique, régional et de genre) prévus par l' t d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi. Selon cette source, Egide Manirakiza de l'APUB a également fait remarquer que « l' t est un service public particulier dans lequel les professeurs et le personnel devraient   recrutés non pas sur des bases ethniques, mais en tenant compte les critères professionnels et les titres qu'ils possèdent. Avec ce recensement, on aura des conséquences néfastes aussi bien au niveau académique qu'au fonctionnement même de l' t parce que nulle part au monde on enregistre les professeurs sur des bases régionales et ethniques ». Enfin, Julien Nimubona, le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique soutient les inquiétudes de ces professeurs. Il a déclaré : « Je soutiens le Président de l'APUB (...) les professeurs n'ont pas à répondre et à remplir ces fiches-là . Cela ne les concerne pas. Je ne d fendrais pas cette politisation de l' t du Burundi ». Après avoir entendu les réactions et lu les écrits de ces personnalités, j'ai relevé les observations suivantes et poser quelques questions aux leaders de ces organisations et aux Ministre Nimubona.

1. Nous comprenons que la COSYBU n'avait pas dénoncé et contesté la politique de l'ethnisation des institutions (politiques, postes techniques, secteurs privés et parapublics) par les régimes de Michel MICOMBERO, de Jean-Baptiste BAGAZA et de Pierre BUYOYA, en donnant de l'emploi presque exclusivement à une seule ethn  : les Batutsi, en témoigne les effectifs sur la représentation ethnique dans tous les secteurs du pays, parce qu'elle avait  t informée.
2. En mettant en avant les critères de compétence, est-ce que ces organisations veulent nous convaincre que ceux qui occupent les postes techniques sont aujourd'hui les meilleurs, les plus intelligents que ceux qui ne les ont pas ? Combien ont-ils  t recrutés dans la transparence, dans la compétition pour être sûr qu'ils sont les meilleurs et les compétents ?
3. Le Parti UPRONA a toujours défendu bec et ongles les 40% de postes qui reviennent aux Batutsi selon l'à accord d'Arusha mais curieusement, ces organisations n'ont jamais dit que le fait d'évoquer les ethnies peut faire retourner le pays en arrière.
4. Le Président de l'APUB croit qu'il parle aux étrangers qui ne connaissent pas l' t du Burundi. Dans certain(e)s facultés, instituts et départements, on ne trouve aucun professeur, aucun assistant hutu ou twa. Est-ce que ce Président, veut nous affirmer qu'une seule ethn  capable d'étudier la science, de la comprendre et de l'enseigner ?
5. Dans ces facultés, instituts et départements, les enseignants sont non seulement mono-ethnique mais sont aussi soit originaires d'une même région ou issus d'un même clan. En évoquant le critère de compétence, le Président de l'APUB n'a pas compris qu'il se ridiculise. Pourrait-il expliquer aux Burundi comment une seule région ou un seul clan est exceptionnellement intelligent(e) pour enseigner l' t ? Pourrait-il expliquer qu'une seule composante ethnique est compétente pour dominer presque tous les services de l' t du Burundi et de la Région des œuvres universitaires ?
6. Au lieu de soutenir le Président de l'APUB, le Ministre NIMUBONA aurait  t le premier à soutenir l'initiative du Sénat. Je me demande comment un Ministre peut saboter les actions du Sénat et rester impuni.
7. Quand les Burundais hutu et Tutsi ont  t massacrés dans ce pays, pourrait-il nous donner un seul cas où les assassins se sont trompés sur les personnes à tuer parce qu'un recensement ethnique n'avait pas encore eu lieu ?
8. Toutes les personnes qui ont élevé la voix pour dénoncer ce recensement savent bien pourquoi elles le font. En même temps, nous leur disons que le public n'est pas si idiot pour le comprendre. Et quand les gens se taisent, les moins intelligents croient qu'ils le font par bêtise.

Tuzirikane